

7 Appendices

1 LES PROGRES DU CSLP

Pays	Documentation	Date (de la présentation de la banque)	Travaux précédents
Bolivie	I-CSLP	janvier 2000	Dialogue national
Tanzanie	I-CSLP	avril 2000	Cadre national d'éradication de la pauvreté
Mozambique	I-CSLP	avril 2000	Plan d'action national pour la réduction de la pauvreté absolue
São Tomé et Príncipe	I-CSLP	avril 2000	
Ouganda	CSLP	mai 2000	Vision 2025, plan d'action pour l'éradication de la pauvreté
Albanie	I-CSLP	juin 2000	
Sénégal	I-CSLP	juin 2000	
Burkina Faso	CSLP	juin 2000	
Honduras	I-CSLP	juillet 2000	Plan directeur pour la reconstruction et la transformation
Bénin	I-CSLP	juillet 2000	
Tchad	I-CSLP	juillet 2000	
Kenya	I-CSLP	août 2000	Plan national pour l'éradication de la pauvreté
Zambie	I-CSLP	août 2000	
Ghana	I-CSLP	août 2000	Vision 2020
Mali	I-CSLP	septembre 2000	
Tadjikistan	I-CSLP		
Cameroun	I-CSLP		

Source: FMI/ADI

2 ORGANISATIONS ET RESEAUX

Fonds monétaire international, H Street, NW, Washington DC 20009, Etats-Unis.

E-mail: publicaffairs@imf.org, Site Internet: www.imf.org

Banque mondiale, 1818 H Street, NW, Washington, DC 20433, Etats-Unis.

E-mail: info@worldbank.org, Site Internet: www.worldbank.org

African Network on Economic and Environmental Justice (ANEJ), ANEJ Secretariat, 61 Second Cemetery Road, Uzebu Quarters, Benin City, Edo State, Nigéria.

Tél: +234 52 258748, E-mail: anej@rcl.nig.com

Africa Policy Information Center, 110 Maryland Ave. NE, #509, Washington, DC 20002. Tél: +1 202 546 7961, Fax: +1 202 546 1545, E-mail: apic@igc.org

- Cherche à élargir les débats de stratégie internationale autour des questions africaines, principalement par l'organisation d'informations et d'analyses accessibles et pertinentes.

Alternative Information and Development Centre (Southern Africa),

Site Internet: www.aidc.org.za

Debtchannel.org.Zambia, Tél: +260 1 232773, E-mail: debt@oneworld.net

Drop the Debt, Tél: +44 (0)20 7922 1111 ext 222, E-mail: mail@drophthedebt.org,

Site Internet: www.drophthedebt.org

- Une campagne à court terme cherchant à obtenir un nouvel accord de dette au Sommet G8 de Gênes qui aura lieu en Italie en 2001.

Economic Justice for Churches in Eastern and Southern Africa (Edicesa), Edicesa and Foccessa Economic Justice Network, Box H94, Hatfield, Harare, Zimbabwe.

E-mail: edicesa@mango.zw

Eurodad (Réseau Européen pour la Dette et le Développement), Rue Dejoncker 46,

B-1060 Bruxelles, Belgique. Tél: +32 2 5439060, Fax: +32 2 5440559,

E-mail: info@eurodad.ngonet.be, Site Internet: www.oneworld.org/eurodad

- Eurodad gère un programme de surveillance CSLP

Jubilee Debt Campaign, Tél: +44 (0)20 7922 111 ext 229,

E-mail: supporters@jubileedebtcampaign.org.uk

Jubilee Plus, Tél: +44 (0)20 7407 7447 ext 265, E-mail: info.jubilee@neweconomics.org,

Site Internet: www.jubileeplus.org

- Cherche à être un site fournissant une aide à long terme pour les campagnes mondiales contre la dette internationale et sur les finances. Etudie les causes de la dette et la question de justice économique internationale.

OneWorld International, Tél: +44 (0)20 7735 2100, Site Internet: www.debtchannel.org

- Un réseau à but non lucratif qui vise à exploiter le potentiel démocratique de l'Internet pour promouvoir le développement durable et les droits humains.

Transparency International e.V. Bureau international – Otto-Suhr-Allee 97-99,

D-10585 Berlin, Allemagne. Tél: +49 30 34 38 20 0, Fax: +49 30 34 70 39 12,

E-mail: ti@transparency.de. Bureau au Royaume-Uni – St Nicholas House, St Nicholas

Road, Sutton, Surrey, SM1 1EL. Tél: +44 (0)20 8643 9288, Fax: +44 (0)20 8710 6049,

E-mail: ti.uk@crowagents.co.uk

- TI met l'accent sur les cas de corruption (en particulier ceux qui touchent le monde du commerce) et fait des recommandations pour répondre à toutes sortes de corruptions. Succursales nationales dans de nombreux pays du monde, offrant une aide et des informations au niveau local.

Si vous avez une question concernant plus particulièrement la dette internationale, veuillez contacter Bryan Evans, Equipe Politique Publique, Tearfund:

Tél: +44 (0)20 8943 7763

E-mail: bryan.evans@tearfund.org

Pour toute autre question, veuillez alors contacter votre Conseiller Régional ou votre Desk Officer.

3 BIBLIOGRAPHIE

■ Tearfund

Le Plaidoyer – Dossier de Travail (disponible en anglais, français, espagnol, portugais)

Debt and Development (disponible seulement en anglais à présent)

Pas à Pas No 45 Le Plaidoyer (disponible en anglais, français, espagnol, portugais)

■ Coalition Jubilé 2000

Island Mentality: the Okinawa G8 summit (disponible seulement en anglais)

Through the Eye of a Needle: the Africa debt report (disponible seulement en anglais)

■ Groupe de la Banque mondiale

Livret d'informations sur le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (disponible sur le site Internet du FMI)

8 *Glossaire*

Les biens nationaux

Les biens des entreprises publiques, par exemple les centrales électriques d'une compagnie électrique publique, les lignes et le matériel roulant d'un réseau de chemin de fer public.

La bourse de marchandises instables

Voir «La Bourse de marchandises».

La bourse de marchandises

Les marchés de produits agricoles non transformés et de minéraux, par exemple le coco, le café, le cuivre, l'étain. Ces marchandises sont souvent la source principale de revenus d'exportation pour les pays à faible revenu qui n'ont pas suffisamment de fonds leur permettant de construire des usines pour la transformation de ces produits. De telles marchandises sont achetées et vendues sur les marchés des pays développés: la Bourse du Métal de Londres par exemple. Ces marchés sont parfois très instables, c'est à dire qu'ils connaissent des hausses ou des baisses soudaines de prix qui proviennent de l'augmentation ou de la baisse des demandes pour ces produits dans les pays développés. Très souvent, cela arrive parce que les commerçants spéculent, c'est à dire qu'ils essaient de deviner les tendances futures des prix et de faire dans l'avenir des bénéfices grâce à des transactions de vente ou d'achat des marchandises.

L'économie informelle

La production et le commerce qui ne font pas partie des règlements officiels et qui se font habituellement sans versement de taxes. Une telle activité économique est habituellement à petite échelle, par exemple la vente dans les rues aux automobilistes arrêtés à cause des embouteillages, la récupération de métaux, bouteilles, etc, dans les décharges publiques pour le recyclage. Certaines activités économiques informelles sont à grande échelle et sont très lucratives, comme par exemple le trafic de drogues.

La guerre froide

La rivalité politique et militaire qui sévit en 1945-1989 entre, d'un côté, l'ancienne Union soviétique et ses alliés et, de l'autre, les pays occidentaux capitalistes. Tous sont entrés en compétition afin d'étendre leur influence dans les pays en voie de développement, en leur accordant une aide militaire et des prêts, et parfois en intervenant directement dans des guerres civiles afin de maintenir leurs amis du Tiers Monde au pouvoir.

Les institutions financières internationales

La Banque mondiale, le Fonds monétaire international et les banques régionales pour le développement (telles que la Banque africaine pour le développement et la Banque asiatique pour le développement).

Le produit intérieur brut (PIB) et le produit national brut (PNB)

Ils mesurent le revenu total d'un pays. Le PNB comprend toutes les sources de revenus, tandis que le PIB ne comprend pas les revenus provenant de l'extérieur tels que les prêts étrangers et l'argent envoyé par les nationaux qui travaillent à l'étranger.

L'initiative PPTE

En 1996, la Banque mondiale et le FMI ont démarré l'initiative des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE). Grâce à cette initiative, une remise de la dette est offerte aux pays reconnus par la Banque mondiale et le FMI comme n'ayant pas suffisamment de revenus d'exportation leur permettant de rembourser leurs dettes. Avant de bénéficier de cette annulation, ces pays doivent suivre des politiques économiques imposées par la Banque mondiale et le FMI.

Le prêt-relais

Un prêt à court terme pour aider un pays qui attend un nouveau financement (tels que les prêts internationaux) mais a besoin d'argent dès maintenant pour des frais immédiats.

La privatisation

La vente totale ou partielle d'entreprises publiques au secteur privé (particuliers et sociétés). Des exemples de telles entreprises peuvent inclure une banque publique, le réseau d'électricité, ou le réseau national de chemins de fer. De telles ventes font maintenant partie des programmes économiques imposés à certains pays par la Banque mondiale et le FMI qui sont convaincus qu'une entreprise privée est toujours plus efficace que des opérations gérées par l'état.

Le service de la dette

Le montant total dépensé chaque année par un pays pour le remboursement de ses dettes. Ce montant comprendra l'intérêt et le remboursement du prêt, habituellement par acomptes.

La société civile

L'expression «société civile» est employée pour décrire les personnes qui sont groupées indépendamment de leur gouvernement, et qui mènent des campagnes portant sur des questions relatives à leur pays. (La campagne n'est pas forcément le principal objectif de l'organisation). Les églises, les médias, les syndicats et autres organisations non gouvernementales (ONG) font tous partie de cette société civile.

La valeur nominale

La valeur nominale d'un prêt ou d'actions dans une société. La valeur est précisée sur le certificat de prêt ou d'actions. Lorsque ce document est échangé sur le marché monétaire, sa valeur augmente ou diminue selon sa valeur réelle estimée par les négociants. Par exemple, si l'on sait qu'un pays ne peut pas rembourser des emprunts, la valeur «réelle» (le prix de vente sur le marché) baissera au-dessous de la valeur nominale.